

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 - 3376

22 DECEMBRE 1995. — Loi portant des mesures visant à exécuter  
le plan pluriannuel pour l'emploi (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre I<sup>er</sup>

## Disposition générale

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle, une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Chapitre II

## Réduction du coût du travail

## Art. 2

§ 1<sup>er</sup>. A l'article 47, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'arrêté ministériel du 2 mars 1995, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« Art. 47. — § 1<sup>er</sup>. Les employeurs visés à l'article 46 bénéficient pour les travailleurs visés par le même article et qui sont occupés à temps plein d'une réduction des cotisations patronales fixées par l'article 38, § 3, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, et § 3bis de la loi précitée du 29 juin 1981.

Cette réduction est fixée à :

a) 50 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %), divisée par le nombre de journées ouvrables rémunérées se situe entre les montants des plafonds journaliers suivants : 1 561 francs et 1 977 francs.

b) 35 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %), divisée par le nombre de journées ouvrables rémunérées se situe entre les montants des plafonds journaliers suivants : 1 978 francs et 2 133 francs.

c) 20 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %), divisée par le nombre de journées ouvrables rémunérées se situe entre les montants des plafonds journaliers suivants : 2 134 francs et 2 289 francs.

d) 10 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %), divisée par le nombre de journées ouvrables rémunérées se situe entre les montants des plafonds journaliers suivants : 2 290 francs et 2 808 francs.

La réduction visée à l'alinéa précédent est accordée pour les travailleurs à temps partiel à raison de :

a) 50 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %) divisée par le nombre d'heures rémunérées ne dépasse pas le montant du plafond horaire de 260 francs.

## Documents de la Chambre des représentants :

214 — 95/96 : N° 1 : Projet de loi. N° 2 : Erratum. N°s 3 et 4 : Amendements. N° 5 : Rapport. N° 6 : Texte adopté par la commission. N°s 7 et 8 : Amendements. N° 9 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

82 — 1995 (S.E.) : N° 6 : Décision de la commission parlementaire de concertation.

Annales de la Chambre : 29 et 30 novembre 1995.

## Documents du Sénat :

1-189 — 1995/1996 : N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 2 : Amendements. N° 3 : Rapport.

1-82 — 1995/1996 : N° 6 : Décision de la commission parlementaire de concertation.

Annales du Sénat : 21 décembre 1995.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 95 - 3376

22 DECEMBER 1995. — Wet houdende maatregelen tot uitvoering  
van het meerjarenplan voor werkgelegenheid (1)

(C - 12906)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt

## Hoofdstuk I

## Algemene bepaling

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Hoofdstuk II

## Arbeidskostvermindering

## Art. 2

§ 1. Artikel 47, § 1, eerste en tweede lid van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994 en zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 2 maart 1995, worden vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 47. — § 1. De werkgevers bedoeld in artikel 46 genieten voor de werknemers bedoeld in hetzelfde artikel en die voltijds tewerkgesteld worden een vermindering van de werkgeversbijdragen vastgesteld bij artikel 38, § 3, 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup>, en § 3bis van de voornoemde wet van 29 juni 1981.

Deze vermindering is vastgesteld op :

a) 50 % voor zover de loonsom die per werknemer driemaandelijks wordt aangegeven (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede werkdagen zich situeert tussen de volgende daggrensbedragen : 1 561 frank en 1 977 frank.

b) 35 % voor zover de loonsom die per werknemer driemaandelijks wordt aangegeven (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede werkdagen zich situeert tussen de volgende daggrensbedragen : 1 978 frank en 2 133 frank.

c) 20 % voor zover de loonsom die per werknemer driemaandelijks wordt aangegeven (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede werkdagen zich situeert tussen de volgende daggrensbedragen : 2 134 frank en 2 289 frank.

d) 10 % voor zover de loonsom die per werknemer driemaandelijks wordt aangegeven (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede werkdagen zich situeert tussen de volgende daggrensbedragen : 2 290 frank en 2 808 frank.

De vermindering bedoeld in het vorige lid wordt toegestaan voor de deeltijdse werknemers ten belope van :

a) 50 % voor zover de per werknemer driemaandelijks aangegeven loonsom (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede uren de uurloongrens van 260 frank niet te boven gaat.

## Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

214 — 95/96 : Nr. 1 : Wetsontwerp. Nr. 2 : Erratum. Nrs 3 en 4 : Amendementen. Nr. 5 : Verslag. Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie. Nrs. 7 en 8 : Amendementen. Nr. 9 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

82 — 1995 (B.Z.) : Nr. 6 : Beslissing van de parlementaire overlegcommissie.

Handelingen van de Kamer : 29 en 30 november 1995.

## Gedr. St. van de Senaat :

1-189 — 1995/1996 : Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers. Nr. 2 : Amendementen. Nr. 3 : Verslag.

1-82 — 1995/1996 : Nr. 6 : Beslissing van de parlementaire overlegcommissie.

Handelingen van de Senaat : 21 december 1995.

b) 35 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %) divisée par le nombre d'heures rémunérées se situe entre les montants de plafond horaire suivants : 261 francs et 281 francs.

c) 20 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %) divisée par le nombre d'heures rémunérées se situe entre les montants de plafond horaire suivants : 282 francs et 301 francs.

d) 10 % pour autant que la masse salariale déclarée trimestriellement par travailleur (à 100 %) divisée par le nombre d'heures rémunérées se situe entre les montants de plafond horaire suivants : 302 francs et 369 francs.

§ 2. L'article 47, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 du même arrêté royal, confirmé et modifié par la loi du 30 mars 1994 est remplacé par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Les montants des plafonds journaliers et horaire visés au alinéas précédents sont, en ce qui concerne les travailleurs entrés en service après le 31 décembre 1993, ramenés respectivement à 133 francs et 998 francs pour les personnes ayant un handicap occupées dans un atelier protégé agréé par l'instance compétente ou pour les personnes ayant un handicap qui suivent une formation professionnelle dans un centre agréé de formation professionnelle ou de rééducation professionnelle pour les handicapés. »

#### Art. 3

L'article 49 du même arrêté est complété comme suit :

« Le Roi peut, pour le secteur non marchand visé à l'article 35 de la loi du ... portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, subordonner le bénéfice des réductions visées à l'article 47, § 1<sup>er</sup>, à un effort supplémentaire en faveur de l'emploi et il peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, augmenter les pourcentages de réduction visés à l'article 47, § 1<sup>er</sup>, pour le secteur non marchand visé à l'article 35 de la même loi.

Le Roi détermine ce qu'il convient d'entendre par effort supplémentaire en faveur de l'emploi. »

#### Art. 4

L'article 51 du même arrêté est complété par un troisième alinéa, libellé comme suit :

« Pour le même travailleur, le bénéfice des dispositions du présent Titre ne peut être cumulé avec le bénéfice accordé en application de l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> et de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. »

#### Art. 5

Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1996 ou à une date antérieure, fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

### Chapitre III

#### Redistribution du travail

##### Section 1<sup>re</sup>

##### Plans d'entreprise de redistribution du travail

#### Art. 6

A l'article 28, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, un nouvel alinéa est inséré entre le premier et le deuxième, libellé comme suit :

« La date du 30 juin 1993 mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacée par la date du 30 juin 1995 pour les entreprises qui déposent un plan d'entreprise après le 1<sup>er</sup> janvier 1996. »

#### Art. 7

§ 1<sup>er</sup>. A l'article 36, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'article 27 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, un nouvel alinéa est inséré entre le premier et le deuxième, libellé comme suit :

« Si le plan d'entreprise de redistribution du travail, tel que visé à l'article 35, est déposé et approuvé après le 1<sup>er</sup> janvier 1996, l'employeur a droit pour chaque engagement net supplémentaire réalisé dans la période du 1<sup>er</sup> janvier 1996 au 31 décembre 1997 à une réduction forfaitaire des cotisations patronales de sécurité sociale de 37 500 francs

b) 35 % voor zover de per werknemer driemaandelijks aangegeven loonsom (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede uren zich situeert tussen de uurloongrenzen van 261 frank en 281 frank.

c) 20 % voor zover de per werknemer driemaandelijks aangegeven loonsom (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede uren zich situeert tussen de uurloongrenzen van 282 frank en 301 frank.

d) 10 % voor zover de per werknemer driemaandelijks aangegeven loonsom (tegen 100 %) gedeeld door het aantal vergoede uren zich situeert tussen de uurloongrenzen van 302 frank en 369 frank.

§ 2. Artikel 47, § 1, vijfde lid van hetzelfde besluit, bekrachtigd en gewijzigd door de wet van 30 maart 1994 wordt vervangen door een nieuw lid, luidend als volgt :

« De in de voorgaande leden bedoelde uurloongrenzen en daggrensbedragen worden, wat betreft de werknemers in dienst getreden na 31 december 1993, tot respectievelijk 133 frank en 998 frank teruggebracht voor de personen met een handicap tewerkgesteld in een door de bevoegde instantie erkende beschutte werkplaats of voor de personen met een handicap die in een erkend centrum voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen een beroepsopleiding volgen. »

#### Art. 3

Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan voor de social-profit sector bedoeld in artikel 35 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, bij een in Ministerraad overlegd besluit het genot van de verminderingsbedoeld bij artikel 47, § 1, afhankelijk maken van een bijkomende inspanning voor de tewerkstelling en Hij kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de verminderingpercentages bedoeld in artikel 47, § 1, voor de social-profit sector bedoeld in artikel 35 van dezelfde wet verhogen.

De Koning bepaalt wat dient te worden verstaan onder een bijkomende inspanning voor de tewerkstelling. »

#### Art. 4

Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Voor dezelfde werknemer kan het voordeel van de bepalingen van deze Titel niet samen genoten worden met het voordeel toegekend in toepassing van artikel 5, eerste lid en artikel 12, eerste lid van het koninklijk besluit n° 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces. »

#### Art. 5

Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 april 1996 of op een vroegere datum bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

### Hoofdstuk III

#### Herverdeling van de arbeid

##### Afdeling 1

##### Bedrijfsplannen tot herverdeling van de arbeid

#### Art. 6

In artikel 28, § 1 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De datum van 30 juni 1993 vermeld in het eerste lid, wordt voor de ondernemingen die een bedrijfsplan neerleggen na 1 januari 1996 vervangen door de datum van 30 juni 1995. »

#### Art. 7

§ 1. In artikel 36, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd door artikel 27 van de wet van 3 april 1995 tot bevordering van de tewerkstelling, wordt tussen het eerste en het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien het bedrijfsplan tot herverdeling van de arbeid, zoals bedoeld in artikel 35, werd neergelegd en goedgekeurd na 1 januari 1996, heeft de werkgever, voor iedere bijkomende netto aanwerving gerealiseerd in de periode van 1 januari 1996 tot 31 december 1997 recht op een forfaitaire vermindering van de werk-

par trimestre durant le trimestre de l'engagement et les 12 trimestres suivants pour autant qu'il satisfasse pendant cette période aux conditions mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. A l'article 36, § 2, du même arrêté un troisième alinéa est inséré, libellé comme suit : « Pour les plans d'entreprise de redistribution du travail, visés à l'article 35, qui sont déposés et approuvés après le 1<sup>er</sup> janvier 1996, l'année de référence 1993 prévue au § 1<sup>er</sup> est remplacée par l'année de référence 1995 ».

#### Art. 8

A l'article 37 du même arrêté, un deuxième alinéa est inséré, libellé comme suit : « Les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas applicables aux plans d'entreprise visés à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 : »

### Section 2

#### Interruption de la carrière professionnelle

#### Art. 9

A l'article 99, dernier alinéa de la loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales, modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> août 1985, les mots « aux articles 100 et 102 de cette loi » sont remplacés par les mots « aux articles 100, 100bis, 102 et 102bis de cette loi ».

#### Art. 10

A l'article 101 de la même loi, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

« Lorsque l'exécution du contrat de travail est suspendue en application de l'article 100, alinéa 1<sup>er</sup> et 100bis ou lorsque les prestations de travail sont réduites en application de l'article 102, § 1<sup>er</sup> et 102bis, l'employeur ne peut faire aucun acte tendant à mettre fin unilatéralement à la relation de travail, sauf pour motif grave au sens de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ou pour motif suffisant.

Cette interdiction prend cours :

- le jour de l'accord ou,
- le jour de la demande en cas d'application de l'article 100bis et 105, § 1<sup>er</sup>, ou,
- 3 mois avant le début de la suspension ou de la réduction en cas d'application d'une convention collective de travail.

Est suffisant le motif qui a été reconnu tel par le juge et dont la nature et l'origine sont étrangères à la suspension visée aux articles 100 et 100bis ou à la réduction visée aux articles 102 et 102bis.

Est considéré comme motif suffisant, le fait que le congé a été donné afin de permettre au travailleur d'obtenir la prépension conventionnelle.

Cette interdiction prend fin trois mois après la fin de la suspension de l'exécution du contrat de travail ou de la réduction des prestations de travail.

#### Art. 11

A l'article 101bis de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986, les mots « et 100bis » sont insérés après les mots « à l'article 100 ».

#### Art. 12

A l'article 102, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la même loi, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986 et par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par un nouvel alinéa 1<sup>er</sup>, libellé comme suit :

« Une indemnité est accordée au travailleur qui convient avec son employeur de réduire ses prestations de travail d'1/5, 1/4, 1/3 ou 1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein ou qui demande l'application d'une convention collective de travail prévoyant un régime semblable ou qui fait appel aux dispositions de l'article 102bis. Hormis le cas où il est fait appel aux dispositions de l'article 102bis, le travailleur doit être remplacé par un chômeur complet indemnisé qui bénéficie d'allocations pour tous les jours de la semaine. Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres déroger à l'obligation de remplacement à l'égard des travailleurs qui réduisent leurs prestations de travail d'1/5, 1/4 ou 1/3 du nombre normal

geversbijdragen voor de sociale zekerheid van 37 500 frank per kwartaal gedurende het kwartaal van de aanwerving en de 12 daaropvolgende kwartalen voor zover hij tijdens die periode voldoet aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid. »

§ 2. In artikel 36, § 2 van hetzelfde besluit wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : « Voor de bedrijfsplannen tot herverdeling van de arbeid, bedoeld in artikel 35 die werden neergelegd en goedgekeurd na 1 januari 1996 wordt het referentiejaar 1993 voorzien in § 1 vervangen door het referentiejaar 1995 ».

#### Art. 8

In artikel 37 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « De bepalingen van het eerste lid zijn niet van toepassing op de bedrijfsplannen bedoeld in artikel 36, § 1, tweede lid. »

### Afdeling 2

#### Onderbreking van de beroepsloopbaan

#### Art. 9

In artikel 99, laatste lid van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd door de wet van 1 augustus 1985, worden de woorden « van de artikelen 100 en 102 van deze wet » vervangen door de woorden « van de artikelen 100, 100bis, 102 en 102bis van deze wet ».

#### Art. 10

Artikel 101, eerste lid en tweede lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst met toepassing van het artikel 100, eerste lid en 100bis of wanneer de arbeidsprestaties worden verminderd met toepassing van artikel 102, § 1 en 102bis, mag de werkgever geen handeling verrichten die ertoe strekt eenzijdig een einde te maken aan de dienstbetrekking, behalve om een dringende reden als bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, of om een voldoende reden.

Dit verbod gaat in :

- de dag van het akkoord of,
- de dag van de aanvraag ingeval van toepassing van artikel 100bis en 105, § 1, of,
- 3 maanden voor het ingaan van de schorsing of de vermindering ingeval de toepassing wordt gevraagd van een collectieve arbeidsovereenkomst.

Als voldoende reden geldt een door de rechter als zodanig bevonden reden waarvan de aard en de oorsprong vreemd zijn aan de in de artikelen 100 en 100bis bedoelde schorsing of de in de artikelen 102 en 102bis bedoelde vermindering.

Als voldoende reden wordt beschouwd het ontslag dat gegeven is om het conventioneel brugpensioen te bekomen.

Dit verbod eindigt drie maanden na het einde van de schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst of de vermindering van de arbeidsprestaties. »

#### Art. 11

In artikel 101bis van dezelfde wet, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 worden de woorden « en 100bis » ingevoegd na de woorden « bij artikel 100 ».

#### Art. 12

Artikel 102, § 1, eerste lid van dezelfde wet, vervangen bij koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en bij de wet van 21 december 1994 wordt vervangen door een nieuw eerste lid luidende :

« Een uitkering wordt toegekend aan de werknemer die met zijn werkgever overeenkomt om zijn arbeidsprestaties te verminderen met 1/5, 1/4, 1/3 of 1/2 van het normaal aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking, ofwel de toepassing vraagt van een collectieve arbeidsovereenkomst die in een dergelijke regeling voorziet, ofwel een beroep doet op de bepalingen van artikel 102bis. Behalve in geval van een beroep op de bepalingen van artikel 102bis, dient de werknemer te worden vervangen door een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit afwijken van de vervangingsplicht ten aanzien van de werknemers die hun arbeidsprestaties verminderen

d'heures de travail d'un emploi à temps plein et peut fixer des règles pour le remplacement de ces travailleurs ».

#### Art. 13

A l'article 102bis de la même loi, inséré par la loi du 21 décembre 1994, sont insérés entre les mots « droit à une réduction de ses prestations de travail » et les mots « en cas de soins palliatifs portés à une personne » les mots « d'1/5, 1/4, 1/3 ou 1/2 du nombre normal d'heures de travail d'un emploi à temps plein ».

#### Art. 14

L'article 105, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, abrogé par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986, est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut fixer les cas, les conditions et les modalités d'octroi du droit à l'interruption de la carrière professionnelle et du droit à la réduction des prestations de travail, visés aux sous-sections 2 et 3. »

#### Art. 15

A l'article 103 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 424 du 1<sup>er</sup> août 1986 et la loi du 20 juillet 1991, les mots « et 102bis » sont insérés entre les mots « article 102 » et les mots « a réduit ».

#### Art. 16

Dans la même loi, un article 104bis est inséré, libellé comme suit :

« Art. 104bis. — § 1<sup>er</sup>. Les employeurs qui, en application des articles 100 et 102, procèdent au remplacement du travailleur par un chômeur complet indemnisé, qui bénéficie d'allocations pour tous les jours de la semaine, peuvent être exonérés partiellement, pour les remplaçants qu'ils engagent, des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9° et 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

L'exonération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est, pour autant que le remplaçant soit occupé à temps partiel, fixée à 50 % pendant le trimestre de l'engagement et les 4 trimestres suivants et à 25 % pendant le 5<sup>e</sup> jusques et y compris le 8<sup>e</sup> trimestre suivant celui de l'engagement.

Cette exonération est, pour autant que le remplaçant soit occupé à temps plein, fixée à 25 % pendant le trimestre de l'engagement et les 4 trimestres suivants.

§ 2. Sont exclus de l'application du présent article les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers les institutions chargées de la perception et du recouvrement de cotisations de sécurité sociale.

S'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le comité de gestion des institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

§ 3. Sont également exclus du bénéfice du présent article, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 4. Pour pouvoir bénéficier des avantages du présent article, l'employeur doit préciser, dans la déclaration trimestrielle aux institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales et prouver que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions du présent article.

Le Roi détermine les modalités relatives aux formalités et justificatifs mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Les employeurs qui bénéficient des dispositions du présent article ne peuvent bénéficier, pour ce même travailleur :

1° des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant des nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et de la section 5 du chapitre II de l'arrêté royal n° 25 du

met 1/5, 1/4, of 1/3 van het normaal aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking en kan nadere regels bepalen voor de vervanging van die werknemers ».

#### Art. 13

In artikel 102bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 21 december 1994, worden tussen de woorden « recht op een vermindering van zijn arbeidsprestaties » en de woorden « voor de palliatieve verzorging van een persoon » de woorden « met 1/5, 1/4, 1/3 of 1/2 van het normaal aantal arbeidsuren van een voltijdse betrekking » ingevoegd.

#### Art. 14

Artikel 105, § 1, van dezelfde wet, opgeheven door het koninklijk besluit n° 424 van 1 augustus 1986, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« § 1. De Koning kan bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden en nadere regelen er een recht wordt toegekend op de onderbreking van de beroepsloopbaan en op het verminderen van de arbeidsprestaties zoals bedoeld in de onderafdelingen 2 en 3. »

#### Art. 15

In artikel 103 van dezelfde wet, gewijzigd door het koninklijk besluit n° 424 van 1 augustus 1986 en de wet van 20 juli 1991, worden de woorden « en 102bis » ingevoegd tussen de woorden « artikel 102 » en de woorden « heeft verminderd ».

#### Art. 16

In dezelfde wet wordt een artikel 104bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 104bis. — § 1. De werkgevers die in toepassing van de artikelen 100 en 102 overgaan tot de vervanging van de werknemer door een volledig uitkeringsgerechtigde werkloze die uitkeringen geniet voor alle dagen van de week, kunnen voor de vervangers die zij in dienst nemen gedeeltelijk vrijgesteld worden van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° en 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De in het eerste lid bedoelde vrijstelling wordt, voor zover de vervanger deeltijds wordt tewerkgesteld, vastgesteld op 50 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de 4 daarop volgende kwartalen en op 25 % gedurende het 5<sup>e</sup> tot en met het 8<sup>e</sup> kwartaal volgend op dat van de aanwerving.

Deze vrijstelling wordt, voor zover de vervanger voltijds wordt tewerkgesteld, vastgesteld op 25 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de 4 daarop volgende kwartalen.

§ 2. Van de toepassing van dit artikel zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan invoeren, schuldenaar zijn van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen.

Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kan het beheerscomité van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, afwijkingen toestaan.

§ 3. Van het voordeel van dit artikel worden ook uitgesloten de werkgevers van wie is vastgesteld dat zij de verplichtingen voorgescreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen.

§ 4. Om de voordelen van dit artikel te genieten, moet de werkgever in zijn driemaandelijkse aangifte aan de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, de juiste identiteit vermelden van de werknemer voor wie hij de werkgeversbijdragen vermindert en bewijzen dat de werknemer voldoet aan de voorwaarden die zijn gesteld voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de in het eerste lid vermeldde formaliteiten en bewijsstukken.

§ 5. De werkgevers die de voordelen van de bepalingen van dit artikel genieten, kunnen voor dezelfde werknemer niet het voordeel genieten van :

1° de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, en van afdeling 5 van hoofdstuk II van het

24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

2° des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement des travailleurs domestiques;

3° des dispositions du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

4° des dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

5° des dispositions de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef des jeunes;

6° des dispositions de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés;

7° des dispositions des titres III, IV et VI de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994;

8° des dispositions du chapitre II du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

9° des dispositions du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi.

§ 6. Les avantages du présent article ne s'appliquent pas aux travailleurs engagés dans le cadre d'un programme de remise au travail, tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles.

### Section 3

#### *Droit au travail à temps partiel*

##### Art. 17

Dans la même loi, une sous-section 5 est insérée dans la section 5 du chapitre IV, intitulée comme suit :

« Sous-section 5 : droit au travail à temps partiel ».

« Art. 107bis. — § 1<sup>er</sup>. Le travailleur qui a épuisé toutes les possibilités légales de réduire ses prestations de travail prévues à l'article 102 de la présente loi a le droit, pour la période consécutive à la période de réduction de ses prestations de travail, de passer à un contrat de travail à temps partiel qui prévoit le même régime de travail que celui qui s'appliquait au travailleur pendant la période de réduction de ses prestations de travail en application de l'article 102 de la présente loi.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les règles et conditions relatives à l'exercice de ce droit.

§ 2. Lorsqu'en application du présent article, le travailleur passe à un contrat de travail à temps partiel, l'employeur ne peut faire aucun acte tendant à mettre fin unilatéralement à la relation de travail, sauf pour motif grave au sens de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou pour motif suffisant, à partir du début d'une période de trois mois précédant le passage à un contrat de travail à temps partiel jusqu'à trois mois après le passage à un contrat de travail à temps partiel.

Est suffisant le motif qui a été reconnu tel par le juge et dont la nature et l'origine sont étrangères au passage à un contrat de travail à temps partiel visé au présent article.

L'employeur qui, malgré les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, met fin au contrat de travail sans motif grave ou suffisant est tenu de payer au travailleur une indemnité forfaitaire égale à la rémunération de six mois, sans préjudice des indemnités dues au travailleur en cas de rupture du contrat de travail.

L'indemnité visée à l'alinéa 3 ne peut être cumulée avec les indemnités prévues à l'article 63, alinéa 3 de la loi du 3 juillet 1978, à l'article 40 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 et aux articles 16 à 18 de la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités

koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

2° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

3° de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

4° de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

5° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;

6° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren;

7° de bepalingen van titels III, IV en VI van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994;

8° de bepalingen van hoofdstuk II van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

9° de bepalingen van titel I van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling.

§ 6. De voordelen van dit artikel zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerkstelling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2° van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen.

### Afdeling 3

#### *Recht op deeltijdse arbeid*

##### Art. 17

In dezelfde wet wordt in afdeling 5 van hoofdstuk IV een onderafdeling 5 ingevoegd luidend als volgt :

« Onderafdeling 5 : Recht op deeltijdse arbeid ».

« Art. 107bis. — § 1. De werknemer die de in artikel 102 van deze wet voorziene wettelijke mogelijkheden om zijn arbeidsprestaties te verminderen heeft uitgeput, heeft aansluitend op de periode van vermindering van zijn arbeidsprestaties het recht om over te gaan naar een deeltijdse arbeidsovereenkomst die voorziet in hetzelfde arbeidsregime als op de werknemer van toepassing was tijdens de periode van vermindering van zijn arbeidsprestaties in toepassing van artikel 102 van deze wet.

De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de nadere regelen en voorwaarden betreffende de uitoefening van dit recht.

§ 2. Wanneer met toepassing van dit artikel de werknemer overgaat naar een deeltijdse arbeidsovereenkomst, mag de werkgever vanaf het begin van een periode van drie maanden voor de overgang naar een deeltijdse arbeidsovereenkomst tot drie maanden na de overgang naar een deeltijdse arbeidsovereenkomst, geen handeling verrichten die ertoe strekt eenzijdig een einde te maken aan de dienstbetrekking behalve om een dringende reden als bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, of om een voldoende reden.

Als voldoende reden geldt een door de rechter als zodanig bevonden reden waarvan de aard en de oorsprong vreemd zijn aan de in dit artikel bedoelde overgang naar een deeltijdse arbeidsovereenkomst.

De werkgever die, ondanks de bepalingen van het eerste lid, de arbeidsovereenkomst beëindigt zonder een dringende reden of een voldoende reden, is gehouden om aan de werknemer een forfaitaire vergoeding te betalen die gelijk is aan het loon van zes maanden, onverminderd de vergoedingen die bij een verbreking van de arbeidsovereenkomst aan de werknemer moeten worden betaald.

De bij het derde lid bedoelde vergoeding mag niet worden gecumuleerd met de vergoedingen bepaald bij artikel 63, derde lid van de wet van 3 juli 1978, bij artikel 40 van de arbeidswet van 16 maart 1971, bij de artikelen 16 tot 18 van de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de

de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel, ou avec l'indemnité qui doit être payée en cas de licenciement d'un délégué syndical ».

#### Section 4

##### Prépension à mi-temps

##### Art. 18

§ 1<sup>er</sup>. Les employeurs qui, en application d'une convention collective de travail qui prévoit l'introduction d'un régime de prépension à mi-temps tel que visé dans la convention collective de travail n° 55, conclue le 13 juillet 1993 au sein du Conseil national du Travail et rendue obligatoire par l'arrêté royal du 17 novembre 1993, procèdent au remplacement d'un travailleur âgé visé à l'article 46 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, peuvent pour les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations pour tous les jours de la semaine qu'ils engagent comme remplaçants, être exonérés partiellement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et 9° et 3<sup>bis</sup> de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

L'exonération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est, pour autant que le remplaçant soit occupé à temps partiel, fixée à 50 % pendant le trimestre de l'engagement et les 4 trimestres suivants et à 25 % pendant le 5<sup>e</sup> jusques et y compris le 8<sup>e</sup> trimestre suivant celui de l'engagement.

Cette exonération est, pour autant que le remplaçant soit occupé à temps plein, fixée à 25 % pendant le trimestre de l'engagement et les 4 trimestres suivants.

§ 2. Sont exclus de l'application du présent article les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers les institutions chargées de la perception et du recouvrement de cotisations de sécurité sociale.

S'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le comité de gestion des institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

§ 3. Sont également exclus du bénéfice du présent article, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 4. Pour pouvoir bénéficier des avantages du présent article, l'employeur doit préciser, dans la déclaration trimestrielle aux institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales et prouver que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions du présent article.

Le Roi détermine les modalités relatives aux formalités et justificatifs mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Les employeurs qui bénéficient des dispositions du présent article ne peuvent bénéficier, pour ce même travailleur :

1° des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant des nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et de la section 5 du chapitre II de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

2° des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement des travailleurs domestiques;

3° des dispositions du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

4° des dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

5° des dispositions de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef des jeunes;

ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden, of de vergoeding die moet worden betaald ingeval een vakbondsafgevaardigde wordt ontslagen ».

#### Afdeling 4

##### Halftijds brugpensioen

##### Art. 18

§ 1. De werkgevers die in toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst die voorziet in de invoering van een stelsel van halftijds brugpensioen zoals bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 gesloten op 13 juli 1993 in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 17 november 1993, overgaat tot de vervanging van een oudere werknemer bedoeld in artikel 46 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, kunnen voor de volledig werklozen die uitkeringen genieten voor alle dagen van de week die zij als vervangers in dienst nemen, gedeeltelijk vrijgesteld worden van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en 9° en 3<sup>bis</sup> van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

De vrijstelling bedoeld in het eerste lid is, voor zover de vervanger deeltijds wordt tewerkgesteld, vastgesteld op 50 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de 4 daarop volgende kwartalen en op 25 % gedurende het 5<sup>e</sup> tot en met het 8<sup>e</sup> kwartaal volgend op dat van de aanwerving.

Deze vrijstelling is, voor zover de vervanger voltijds wordt tewerkgesteld, vastgesteld op 25 % gedurende het kwartaal van de indienstneming en de 4 daarop volgende kwartalen.

§ 2. Van de toepassing van dit artikel zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan invoeren, schuldenaar zijn van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen.

Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kan het beheerscomité van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, afwijkingen toestaan.

§ 3. Van het voordeel van dit artikel worden ook uitgesloten de werkgevers van wie is vastgesteld dat zij de verplichtingen voorgescreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen.

§ 4. Om de voordelen van dit artikel te genieten, moet de werkgever in zijn driemaandelijks aangifte aan de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, de juiste identiteit vermelden van de werknemer voor wie hij de werkgeversbijdragen vermindert en bewijzen dat de werknemer voldoet aan de voorwaarden die zijn gesteld voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de in het eerste lid vermelde formaliteiten en bewijsstukken.

§ 5. De werkgevers die de voordelen van de bepalingen van dit artikel genieten, kunnen voor dezelfde werknemer niet het voordeel genieten van :

1° de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector en van afdeling 5 van hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

2° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

3° de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

4° de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

5° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;



6° des dispositions de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés;

7° des dispositions des titres III, IV et VI de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994;

8° des dispositions du chapitre II du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

9° des dispositions du titre I<sup>er</sup> de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi.

§ 6. Les avantages du présent article ne s'appliquent pas aux travailleurs engagés dans le cadre d'un programme de remise au travail, tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles.

#### Chapitre IV

#### Politique des groupes cibles

#### Section 1<sup>re</sup>

#### Les jeunes

#### Art. 19

A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit :

« Pour les demandeurs d'emploi qui sont en outre inscrits depuis au moins 9 mois comme demandeur d'emploi auprès d'un service régional de placement, le stage peut consister en un contrat de première expérience professionnelle. Ce contrat de première expérience professionnelle est un contrat de stage de six mois tel que visé au Chapitre IV et est non renouvelable. »

#### Art. 20

§ 1<sup>er</sup>. L'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété comme suit :

« Au moins la moitié du total des stagiaires à engager doivent être engagés dans les liens d'un contrat de première expérience professionnelle. A titre de mesure transitoire, le nombre total de stagiaires à engager est toutefois réduit du nombre de contrats de stage en cours au 1<sup>er</sup> janvier 1996 ainsi que des prolongations de ces contrats de stage. »

§ 2. A l'article 4, § 3, les alinéas 3 et 4 du même arrêté sont abrogés.

#### Art. 21

L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété comme suit :

« Les stagiaires engagés dans les liens d'un contrat de première expérience professionnelle sont occupés soit à temps plein, soit à 4/5<sup>e</sup> temps, soit à mi-temps. Le stagiaire qui est lié par un contrat de première expérience professionnelle à mi-temps et qui au moment de l'engagement peut prétendre à des allocations d'attente, a droit à une allocation de 6 000 francs par mois à charge de l'Office national de l'emploi. Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres adapter ce montant. Il détermine également les conditions et règles d'octroi de cette allocation. »

#### Art. 22

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété comme suit :

« Au moins la moitié du total des stagiaires à engager doivent être engagés dans les liens d'un contrat de première expérience professionnelle. A titre de mesure transitoire, le nombre total de stagiaires à engager est toutefois réduit du nombre de contrats de stage en cours au 1<sup>er</sup> janvier 1996 ainsi que des prolongations de ces contrats de stage. »

#### Art. 23

L'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété comme suit :

« Le stagiaire qui est lié par un contrat de première expérience professionnelle à mi-temps et qui, au moment de l'engagement peut prétendre à des allocations d'attente, a droit à une allocation de

6° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren;

7° de bepalingen van titels III, IV en VI van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994;

8° de bepalingen van hoofdstuk II van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

9° de bepalingen van titel I van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling.

§ 6. De voordelen van dit artikel zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerkstelling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen.

#### Hoofdstuk IV

#### Doelgroepenbeleid

#### Afdeling 1

#### Jongeren

#### Art. 19

In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« Voor de werkzoekenden die bovendien sedert ten minste 9 maanden ingeschreven zijn als werkzoekende bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling, kan de stage bestaan uit een eerste werkervaringscontract. Dit eerste werkervaringscontract is een stageovereenkomst van 6 maanden zoals bedoeld in Hoofdstuk IV en is niet verlengbaar. »

#### Art. 20

§ 1. Artikel 4, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Minstens de helft van het totaal aantal aan te werven stagiairs moet aangeworven zijn met een eerste werkervaringscontract. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt het totaal aantal aan te werven stagiairs evenwel verminderd met de op 1 januari 1996 lopende stageovereenkomsten evenals de verlengingen van deze stageovereenkomsten. »

§ 2. Artikel 4, § 3, derde en vierde lid van hetzelfde besluit worden opgeheven.

#### Art. 21

Artikel 5, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De stagiairs die zijn in dienst genomen binnen de verbintenissen van een eerste werkervaringscontract worden ofwel voltijds ofwel 4/5 tijds ofwel halftijds tewerkgesteld. De stagiair die verbonden is met een halftijds eerste werkervaringscontract en die op het ogenblik van de indienstneming gerechtigd is op wachttuitkeringen, heeft recht op een uitkering van 6 000 frank per maand ten laste van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit dit bedrag aanpassen. Hij bepaalt eveneens de nadere voorwaarden en regels tot toekenning van deze uitkering. »

#### Art. 22

Artikel 7, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Minstens de helft van het totaal aantal aan te werven stagiairs moet aangeworven zijn met een eerste werkervaringscontract. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt het totaal aantal aan te werven stagiairs evenwel verminderd met de op 1 januari 1996 lopende stageovereenkomsten evenals de verlengingen van deze stageovereenkomsten. »

#### Art. 23

Artikel 12, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De stagiair die verbonden is met een halftijds eerste werkervaringscontract en die op het ogenblik van de indienstneming gerechtigd is op wachttuitkeringen, heeft recht op een uitkering van 6 000 frank per

francs par mois à charge de l'Office national de l'emploi. Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres adapter ce montant. Il détermine également les conditions et règles d'octroi de cette allocation.»

#### Art. 24

L'article 21, alinéa 2 du même arrêté est complété comme suit : « Cette clause d'essai ne peut en aucun cas dépasser trois mois. »

#### Art. 25

L'article 23, § 1<sup>er</sup> du même arrêté est complété par un alinéa 3, libellé comme suit :

« Le stagiaire qui est lié par un contrat de première expérience professionnelle à mi-temps a droit à l'indemnité précitée de 90 %. Le montant net de cette indemnité est diminué de l'allocation visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette allocation fait partie intégrante de l'indemnité précitée pour l'application de la législation sociale et fiscale. »

#### Art. 26

Un article 24bis est inséré dans ce même arrêté, libellé comme suit :

« L'administration ou l'entreprise est tenue de communiquer au plus tard avant la fin du premier mois suivant chaque trimestre civil au service régional de placement compétent les places de stage non-remplies. »

#### Art. 27

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres coordonner, mettre en concordance et simplifier les dispositions du même arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes en y apportant les modifications qui se recommandent dans un but de simplification.

Il peut à cet effet :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation des dispositions à coordonner et, en général, la forme des textes;
- 2° faire correspondre des références qui figurent dans les dispositions à coordonner avec la nouvelle numérotation;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner afin de les faire correspondre mutuellement et d'apporter une unité dans la terminologie, sans faire de tort aux principes contenus dans ces dispositions.

L'arrêté royal de coordination fera l'objet d'un projet de loi de ratification qui sera soumis aux Chambres législatives fédérales, au cours de la session, si elles sont réunies, sinon au début de leur plus prochaine session.

### Section 2

#### *Meilleure affectation des 0,05 % pour les groupes à risque*

#### Art. 28

§ 1. Les employeurs visés à l'article 14 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi, qui ne sont pas liés par une nouvelle convention collective de travail ou une convention collective de travail prolongée visée à l'article 16 de la même loi qui est déposée avant le 1<sup>er</sup> octobre 1995 et qui prévoit un effort de 0,20 % minimum pour 1996 calculé sur la base de la rémunération totale des travailleurs au sens de l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des arrêtés d'exécution de la loi, destiné aux personnes qui appartiennent aux groupes à risque ou auxquelles s'applique le plan d'accompagnement, sont tenus au paiement d'une cotisation de 0,05 % calculée conformément aux dispositions du présent article.

§ 2. Les employeurs visés au § 1<sup>er</sup> qui sont liés par une convention collective de travail ou une convention collective de travail prolongée visée au § 1<sup>er</sup> ne sont pas tenus pour 1996 au paiement de la cotisation de 0,05 % visée au § 1<sup>er</sup> pour autant qu'avant le 1<sup>er</sup> mars 1996, ils puissent prouver que l'effort de 0,20 % prévu dans la convention collective de travail visée au § 1<sup>er</sup> sera affecté à des initiatives à l'égard de personnes qui appartiennent aux groupes à risque ou auxquelles s'applique le plan d'accompagnement. Pour ce faire, les parties qui ont signé la convention collective de travail visée au § 1<sup>er</sup> doivent déposer un rapport et un aperçu financier au Greffe du Service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail. Le Ministre

maand ten laste van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit dit bedrag aanpassen. Hij bepaalt eveneens de nadere voorwaarden en regelen tot toekenning van deze uitkering. »

#### Art. 24

Artikel 21, tweede lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « Dit proefbeding kan in geen geval 3 maanden overschrijden. »

#### Art. 25

Artikel 23, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« De stagiair die verbonden is met een halftijds eerste werkervaringscontract heeft recht op de eerder genoemde vergoeding van 90 %. Het netto bedrag van deze vergoeding wordt verminderd met de uitkering bedoeld in artikel 5, eerste lid en artikel 12, eerste lid. Deze uitkering maakt voor de toepassing van de sociale en fiscale wetgeving integraal deel uit van de eerder genoemde vergoeding. »

#### Art. 26

Er wordt een artikel 24bis ingevoegd in hetzelfde besluit luidend als volgt :

« De administratie of de onderneming is ertoe gehouden ten laatste vóór het einde van de eerste maand volgend op elk kalenderkwartaal, de niet ingevulde stageplaatsen mede te delen aan de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling. »

#### Art. 27

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de bepalingen van hetzelfde koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces coördineren, in overeenstemming brengen en vereenvoudigen en er tevens met het oog op vereenvoudiging, de nodige wijzigingen in aanbrengen.

Daartoe kan hij :

- 1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;
- 2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;
- 3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in deze bepalingen vervat zijn.

Bij de Federale Wetgevende Kamers zal, tijdens de zitting, indien zij vergaderd zijn, zoniet bij het begin van hun eerstkomende zitting, een wetsontwerp worden ingediend ter bekrachtiging van het koninklijk besluit tot coördinatie.

### Afdeling 2

#### *Efficiëntere aanwending van 0,05 % voor de risicogroepen*

#### Art. 28

§ 1. De werkgevers bedoeld in artikel 14 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, die niet gebonden zijn door een nieuwe of voortgezette collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 16 van dezelfde wet die is neergelegd vóór 1 oktober 1995 en die voorziet in een inspanning van minimaal 0,20 % voor 1996 berekend op grond van het volledige loon van de werknemers zoals bedoeld in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en de uitvoeringsbesluiten van de wet, bestemd voor de personen die behoren tot de risicogroepen of op wie het begeleidingsplan van toepassing is, zijn voor 1996 gehouden tot betaling van een bijdrage van 0,05 % berekend overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

§ 2. De in § 1 bedoelde werkgevers die gebonden zijn door een nieuwe of voortgezette collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 1 zijn voor 1996 niet gehouden tot betaling van de bijdrage van 0,05 % bedoeld in § 1 voor zover zij vóór 1 maart 1996 kunnen aantonen dat de inspanning van 0,20 % voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 1 zal worden aangewend in 1996 voor initiatieven ten behoeve van personen die behoren tot de risicogroepen of op wie het begeleidingsplan van toepassing is. Daartoe moet door de partijen die de collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld in § 1 hebben ondertekend een verslag en een financieel overzicht worden neergelegd op de Griffie van de Dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het



de l'Emploi et du Travail détermine les éléments qui doivent figurer dans le rapport et l'aperçu financier et apprécie si la condition pour être exonéré du paiement de la cotisation de 0,05 % visée au § 1<sup>er</sup> est remplie.

#### Art. 29

§ 1<sup>er</sup>. Les organismes chargés de la perception des cotisations de sécurité sociale sont, chacun pour ce qui le concerne, également chargés de la perception et du recouvrement de la cotisation visée à l'article 28, ainsi que de son transfert sur un compte spécial du Fonds pour l'Emploi créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail en exécution de l'article 4 de l'arrêté royal n° 181 du 30 décembre 1982 créant un Fonds en vue de l'utilisation de la modération salariale complémentaire pour l'emploi.

Cette cotisation est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, en particulier en ce qui concerne les déclarations avec justification des cotisations, les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des sanctions pénales, le contrôle, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière d'actions en justice, le privilège et la communication du montant de la créance des organisations chargées de la perception et du recouvrement des cotisations.

§ 2. Le produit de la cotisation visée à l'article 28 est affecté à l'accompagnement des chômeurs auxquels s'applique un plan d'accompagnement individuel.

§ 3. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres :

1° pour quels chômeurs, dans quels cas, à quelles conditions et selon quelles règles la cotisation visée à l'article 28 est affectée;

2° les règles de répartition du produit de la cotisation visée à l'article 28 entre les organismes publics chargés du placement, de la formation professionnelle ou du contrôle des chômeurs et le service public chargé du contrôle et du suivi du plan d'accompagnement. Il prévoit notamment l'octroi d'avances dont il détermine le montant.

#### Art. 30

A l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> de la même loi les mots « portés à 0,20 % » sont remplacés par les mots « fixés à 0,15 % ».

#### Art. 31

A l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de la même loi du 3 avril 1995, les mots « de 0,20 % » sont supprimés.

### Section 3

#### Emplois de réinsertion

#### Art. 32

A l'article 61, § 1<sup>er</sup> de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, un troisième alinéa nouveau est inséré entre le deuxième et le troisième alinéa, libellé comme suit :

« Le Roi peut ajouter les chômeurs complets indemnisés âgés de plus de 50 ans et indemnisés complètement sans interruption depuis six mois au moins aux catégories de demandeurs d'emploi qui entrent en considération pour l'octroi de l'exonération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

### Section 4

#### Minimexés

#### Art. 33

§ 1<sup>er</sup>. Les Centres Publics d'Aide Sociale qui, en application de l'article 60, § 7 de la loi organique des centres publics d'aide sociale du 8 juillet 1976 réalisent de l'emploi supplémentaire, bénéficient d'une exonération complète des cotisations patronales fixées à l'article 38, § 3, 1° à 7° et § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour autant que ces travailleurs soient liés par un contrat de travail avec le Centre public d'Aide Sociale.

§ 2. Le Roi détermine les modalités et les conditions de l'exonération et définit ce qu'il faut entendre par emploi supplémentaire.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid. De Minister van Tewerkstelling en Arbeid stelt de elementen vast die moeten worden opgenomen in het verslag en het financieel overzicht en oordeelt of voldaan is aan de voorwaarde om vrijgesteld te worden van de betaling van de bijdrage van 0,05 % bedoeld in § 1.

#### Art. 29

§ 1. De instellingen belast met de inning van de sociale zekerheidsbijdragen zijn, ieder wat haar betreft, ook belast met de inning van de invordering van de in artikel 28 bedoelde bijdrage, alsook met de overdracht daarvan op een speciale rekening van het Tewerkstellingsfonds, opgericht bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, ter uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 181 van 30 december 1982 tot oprichting van een Fonds met het oog op de aanwending van de bijkomende loonmatiging voor de tewerkstelling.

Deze bijdrage wordt gelijkgesteld met een sociale zekerheidsbijdrage, inzonderheid wat betreft de aangiften met verantwoording van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd in geval van betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instellingen belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

§ 2. De opbrengst van de bijdrage bedoeld in artikel 28 wordt aangewend voor de begeleiding van werklozen op wie een individueel begeleidingsplan van toepassing is.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit :

1° voor welke werklozen, in welke gevallen, onder welke voorwaarden en volgens welke nadere regelen de bijdrage, bedoeld in artikel 28 wordt aangewend;

2° de nadere regelen voor de verdeling van de opbrengst van de bijdrage, bedoeld in artikel 28, onder de openbare instellingen belast met de arbeidsbemiddeling, de beroepsopleiding of de controle van de werklozen en de openbare dienst belast met het toezicht en de opvolging van het begeleidingsplan. Hij voorziet onder meer in de toekenning van voorschotten waarvan Hij het bedrag bepaalt.

#### Art. 30

In artikel 15, eerste lid van dezelfde wet worden de woorden « verhoogd tot 0,20 % » vervangen door de woorden « vastgesteld op 0,15 % ».

#### Art. 31

In artikel 17, § 1, eerste lid van dezelfde wet van 3 april 1995 vervallen de woorden « van 0,20 % ».

### Afdeling 3

#### Herinschakelingsjobs

#### Art. 32

In artikel 61, § 1 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw derde lid gevoegd luidend als volgt :

« De Koning kan de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die ouder zijn dan 50 jaar en sedert ten minste 6 maanden ononderbroken volledig uitkeringsgerechtigd zijn toevoegen aan de categorieën van werkzoekenden die in aanmerking komen voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde vrijstelling. »

### Afdeling 4

#### Bestaansminimumgerechtigden

#### Art. 33

§ 1. De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn die in toepassing van artikel 60, § 7 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bijkomende tewerkstelling realiseren, genieten een volledige vrijstelling van de werkgeversbijdragen vastgesteld in artikel 38, § 3, 1° tot 7° en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers voor zover de betrokken werknemers gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst met het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

§ 2. De Koning bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden van de vrijstelling en definieert wat moet verstaan worden onder bijkomende tewerkstelling.

§ 3. Les Centres publics d'aide sociale qui bénéficient des avantages des dispositions du présent article ne peuvent bénéficier simultanément pour le même travailleur :

1. des dispositions du chapitre II, titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;
2. des dispositions du chapitre II du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;
3. des dispositions du titre VII de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, confirmé par la loi du 30 mars 1994.

§ 4. Les avantages du présent article ne s'appliquent pas aux travailleurs engagés dans le cadre d'un programme de remise au travail, tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2<sup>o</sup> de la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles.

#### Art. 34

L'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 31 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail par les centres publics d'aide sociale en application de ce paragraphe, peuvent être mis par ces centres à la disposition de communes ou d'associations sans but lucratif avec un but social ou culturel ou un autre centre public d'aide sociale pour autant que les conditions et la durée de cette mise à disposition soient constatées par un écrit signé par l'employeur, l'utilisateur et le travailleur et rédigé avant le début de la mise à disposition et porté à la connaissance du Conseil de l'Aide sociale ».

### CHAPITRE V

#### Développement de nouveaux gisements d'emploi

##### Art. 35

Pour l'application de ce chapitre, la notion de secteur non-marchand est limitée aux institutions et services agréés ou subventionnés mentionnés ci-après pour autant qu'ils ne poursuivent pas un but lucratif :

- les hôpitaux;
- les institutions de repos et de soins;
- les services de soins infirmiers à domicile;
- les centres de réhabilitation fonctionnelle.

Le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des Ministres étendre la notion de non-marchand à d'autres établissements et services agréés ou subventionnés qui ne poursuivent pas un but lucratif.

##### Art. 36

§ 1<sup>er</sup>. Les employeurs qui appartiennent au secteur non-marchand fixé à l'article 35 ont droit pour chaque engagement net supplémentaire à une exonération des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> et § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour autant qu'ils appliquent une convention conclue entre le secteur et le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Ministre des Affaires sociales.

Le Roi peut déterminer les cotisations patronales de sécurité sociale pour lesquelles les services publics peuvent obtenir une exonération.

La convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine :

- les fonctions et/ou les catégories de travailleurs pour lesquelles l'employeur peut obtenir l'exonération précitée;
- l'objectif d'emploi à atteindre.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par engagement net supplémentaire. Il détermine en outre les modalités auxquelles la convention avec l'autorité qui subventionne doit répondre.

§ 2. Le Roi détermine les modalités d'octroi de l'exonération de la cotisation patronale visée au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn die de voordelen van de bepalingen van dit artikel genieten, kunnen voor dezelfde werknemer niet gelijktijdig het voordeel genieten van :

1. de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;
2. de bepalingen van hoofdstuk II van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;
3. de bepalingen van titel VII van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994.

§ 4. De voordelen van dit artikel zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerking, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2<sup>o</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming van de instellingen.

#### Art. 34

Artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in toepassing van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van de gemeenten of verenigingen zonder winstoogmerk met sociaal of cultureel doel of een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, voor zover de voorwaarden en de duur van dit ter beschikking stellen worden vastgelegd in een geschrift ondertekend door de werkgever, de gebruiker en de werknemer en opgesteld vóór het begin van het ter beschikking stellen en ter kennis gebracht van de Raad voor Maatschappelijk welzijn ».

### HOOFDSTUK V

#### Ontwikkeling van nieuwe arbeidsmarkten

##### Art. 35

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het begrip social-profit sector beperkt tot de hiernavermelde erkende of betoelaagde instellingen en diensten voor zover ze zonder winstoogmerk werken :

- de ziekenhuizen;
- de rust- en verzorgingsinstellingen;
- de diensten voor thuisverpleging;
- de centra voor functionele revalidatie.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit het begrip social-profit uitbreiden tot andere erkende of betoelaagde instellingen en diensten die zonder winstoogmerk werken.

##### Art. 36

§ 1. De werkgevers die behoren tot de in artikel 35 vastgestelde social-profit sector hebben voor iedere bijkomende netto aanwerving recht op een vrijstelling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid bedoeld in artikel 38, § 3, 1<sup>o</sup> tot 7<sup>o</sup> en § 3bis van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers voor zover zij de overeenkomst toepassen gesloten tussen de sector en de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Minister van Sociale Zaken.

De Koning kan de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid vaststellen waarvoor de openbare instellingen vrijstelling kunnen krijgen.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst bepaalt :

- de functies en/of de categorieën van werknemers waarvoor de werkgever de bovengenoemde vrijstelling kan verkrijgen;
- het te bereiken tewerkstellingsobjectief.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit bepalen wat dient te worden verstaan onder bijkomende netto aanwerving. Hij bepaalt tevens de modaliteiten waaraan de overeenkomst moet voldoen.

§ 2. De Koning bepaalt de modaliteiten met betrekking tot de toekenning van de vrijstelling van de werkgeversbijdrage bedoeld in § 1.

## Art. 37

§ 1<sup>er</sup>. Sont exclus de l'application de l'article 36 les employeurs qui, à l'expiration du trimestre pour lequel ils en invoquent l'application, sont débiteurs envers les institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

S'il s'agit d'employeurs qui ont obtenu pour l'apurement de leur dette des délais de paiement qu'ils ont respectés strictement, des dérogations peuvent être accordées par le comité de gestion des institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

§ 2. Sont également exclus du bénéfice de l'article 36, les employeurs dont il est établi qu'ils ne satisfont pas aux obligations prévues par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 3. Pour pouvoir bénéficier des avantages de l'article 36, l'employeur doit préciser, dans la déclaration trimestrielle aux institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale, l'identité exacte du travailleur pour lequel il réduit les cotisations patronales et prouver que ce travailleur remplit les conditions requises pour l'application des dispositions du présent article.

Le Roi détermine les modalités relatives aux formalités et justificatifs mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les employeurs qui bénéficient des dispositions du présent chapitre ne peuvent bénéficier, pour ce même travailleur :

1° des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1987 portant des nouvelles mesures en vue de promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et de la section 5 du chapitre II de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

2° des dispositions de l'arrêté royal n° 483 du 22 décembre 1986 portant réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour l'engagement des travailleurs domestiques;

3° des dispositions du chapitre II du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

4° des dispositions du chapitre VII du titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

5° des dispositions de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef des jeunes;

6° des dispositions de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés;

7° des dispositions des titres III, IV et VII de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, tel que confirmé par la loi du 30 mars 1994;

8° des dispositions du chapitre II du titre IV de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

9° des dispositions du titre I<sup>er</sup> de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi.

§ 5. Les avantages du présent chapitre ne s'appliquent pas aux travailleurs engagés dans le cadre d'un programme de remise au travail, tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2° de la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles.

## Art. 38

L'article 35 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et aux conditions qu'il détermine, accorder aux employeurs du secteur non-marchand qu'il détermine, une réduction forfaitaire de la cotisation patronale, à concurrence de 9 300 francs par travailleur et par trimestre pour les travailleurs soumis à l'ensemble des régimes visés à l'article 21 de la présente loi. »

## Art. 37

§ 1. Van de toepassing van artikel 36 zijn uitgesloten de werkgevers die bij het verstrijken van het kwartaal waarvoor zij de toepassing ervan inroepen, schuldenaar zijn van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen.

Indien de betrokken werkgevers voor de aanzuivering van hun schuld uitstel van betaling hebben gekregen en de termijnen strikt hebben nageleefd, kan het beheerscomité van de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, afwijkingen toestaan.

§ 2. Van het voordeel van artikel 36 worden ook uitgesloten de werkgevers van wie is vastgesteld dat zij de verplichtingen voorgeschreven door het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces, niet nakomen.

§ 3. Om de voordelen van artikel 36 te genieten, moet de werkgever in zijn driemaandelijke aangifte aan de instellingen belast met de inning en de invordering van de sociale zekerheidsbijdragen, de juiste identiteit vermelden van de werknemer vóór wie hij de werkgeversbijdragen vermindert en bewijzen dat de werknemer voldoet aan de voorwaarden die zijn gesteld voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

De Koning bepaalt de nadere regels met betrekking tot de in het eerste lid vermelde formaliteiten en bewijsstukken.

§ 4. De werkgevers die de voordelen van de bepalingen van dit hoofdstuk genieten, kunnen voor dezelfde werknemer niet het voordeel genieten van :

1° de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1987 houdende nieuwe maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector en van afdeling 5 van hoofdstuk II van het koninklijk besluit n° 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

2° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 483 van 22 december 1986 tot vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgevers bij de indienstneming van dienstboden;

3° de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

4° de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

5° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;

6° de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 499 van 31 december 1986 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren;

7° de bepalingen van titels III, IV en VII van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994;

8° de bepalingen van hoofdstuk II van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

9° de bepalingen van titel I van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling.

§ 5. De voordelen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerkstelling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2° van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen.

## Art. 38

Artikel 35 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdrage toekennen aan de werkgever van de social profit sector, die Hij bepaalt, ten belope van maximum 9 300 frank per werknemer, per kwartaal, voor de werknemers die onderworpen zijn aan het geheel van regelingen bedoeld in artikel 21 van deze wet. »

## Chapitre VI

## Chômage temporaire

## Art. 39

Dans les articles 92 et 94, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses, les mots « 27 % » sont remplacés par les mots « 33 % ».

## Chapitre VII

## Conseil supérieur de l'emploi

## Art. 40

Un Conseil Supérieur de l'Emploi, appelé ci-après le Conseil, est créé auprès du Ministère de l'Emploi et du Travail.

## Art. 41

Les compétences du Conseil sont de nature technique et consultative.

Sa mission consiste à suivre les mesures relatives à la promotion de l'emploi de même que la politique d'emploi spécifique et à examiner les propositions visant à favoriser la création d'emplois.

Un rapport annuel sur l'emploi et son évolution sera mis à la disposition du Gouvernement et d'un groupe directeur commun au Conseil National du Travail et au Conseil Central de l'Economie ainsi que des Chambres législatives fédérales.

## Art. 42

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les règles en matière de présidence, de composition, de fonctionnement et d'organisation du Conseil. Le Conseil sera composé d'experts qui donneront des avis en toute indépendance.

Il peut également par arrêté délibéré en Conseil des Ministres compléter ou clarifier la mission du Conseil.

## Chapitre VIII

## Congé éducation payé

## Art. 43

L'arrêté royal du 28 mars 1995 modifiant les articles 110, 111, 113, 120, 121 et 137bis de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

## Chapitre IX

## Bilan social

## Art. 44

Ce chapitre s'applique à toute entreprise soumise à l'obligation de publication par la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut rendre applicable à d'autres personnes morales qu'il détermine les dispositions du présent chapitre selon les modalités qu'il fixe.

## Art. 45

Chaque année, simultanément aux comptes annuels, l'entreprise établit :

- un aperçu de l'effectif du personnel à la date de clôture des comptes annuels;
- et des mouvements au sein de l'effectif du personnel.

L'effectif du personnel comprend toutes les personnes qui, en vertu d'un contrat, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne ainsi que les personnes qui fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne que leur employeur.

L'aperçu visé à l'alinéa premier reprend également :

- le nombre de travailleurs concernés par chaque mesure en faveur de l'emploi, prise par ou en vertu d'une loi ou d'un règlement;

## Hoofdstuk VI

## Tijdelijke werkloosheid

## Art. 39

In de artikelen 92 en 94, eerste lid van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, worden de woorden «27 pct.» vervangen door de woorden « 33 pct. ».

## Hoofdstuk VII

## Hoge Raad voor de Werkgelegenheid

## Art. 40

Er wordt bij het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid een Hoge Raad voor de Werkgelegenheid opgericht, hierna de Raad genoemd.

## Art. 41

De bevoegdheden van de Raad zijn van technische en raadgevende aard.

Zijn opdracht bestaat uit de opvolging van maatregelen met betrekking tot de bevordering van de werkgelegenheid alsmede het specifiek tewerkstellingsbeleid en uit het onderzoek van voorstellen ter bevordering van de arbeidscreatie.

Een jaarlijks verslag over de werkgelegenheid en de evolutie ervan zal worden ter beschikking gesteld van de Regering en van een gezamenlijke stuurgroep van de Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven evenals van de Federale Wetgevende Kamers.

## Art. 42

De Koning bepaalt bij in Ministerraad overlegd besluit de nadere regels inzake voorzitterschap, samenstelling, werking en organisatie van de Raad. De Raad zal samengesteld zijn uit deskundigen die op onafhankelijke wijze adviezen verlenen.

Hij kan tevens de opdracht van de Raad aanvullen of verduidelijken bij in Ministerraad overlegd besluit.

## Hoofdstuk VIII

## Betaald educatief verlof

## Art. 43

Het koninklijk besluit van 28 maart 1995 tot wijziging van de artikelen 110, 111, 113, 120, 121 en 137bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, wordt bekrachtigd met uitwerking op de datum van zijn inwerkingtreding.

## Hoofdstuk IX

## Sociale balans

## Art. 44

Dit hoofdstuk is van toepassing op elke onderneming die bij de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen onderworpen is aan de publicatieverplichting.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning de bepalingen van onderhavig hoofdstuk van toepassing maken op andere rechtspersonen die Hij aanwijst, op de voorwaarden die Hij bepaalt.

## Art. 45

De onderneming stelt elk jaar, tegelijk met de jaarrekeningen :

- een overzicht van het personeelsbestand op datum van het afsluiten van de rekeningen;
- en van de bewegingen binnen het personeelsbestand.

Het personeelsbestand bevat alle personen die, uit hoofde van een overeenkomst, arbeidsprestaties leveren onder gezag van een andere persoon en de personen die arbeidsprestaties leveren onder gezag van een andere persoon dan hun werkgever.

Het in het eerste lid bedoelde overzicht herneemt tevens :

- per maatregel ten gunste van de tewerkstelling, genomen door of krachtens een wet of een reglement, het aantal betrokken werknemers;

— par type de contrat, le nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation à charge ou à la demande de l'entreprise.

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut indiquer d'autres données qui doivent être fournies dans le cadre de l'application des dispositions du présent chapitre.

#### Art. 46

Par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi détermine :

— la teneur et la présentation des documents visés au présent chapitre, en tenant compte de la taille des entreprises;

— les modalités de contrôle relatives à l'application du présent chapitre;

— les mesures en faveur de l'emploi visées à l'article 45, alinéa 3;

— les modalités et conditions de publication et d'accès aux documents ainsi que leur communication aux conseils d'entreprises, aux délégations syndicales et aux travailleurs;

— les missions relatives à la gestion d'une banque de données qui sont confiées à la Banque nationale de Belgique en ce qui concerne l'application du présent chapitre.

#### Art. 47

§ 1<sup>er</sup>. Sont punis d'une amende de cinquante à dix mille francs les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs de personnes morales qui sciemment contreviennent aux dispositions du présent chapitre ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

Ils sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement s'ils ont agi avec une intention frauduleuse.

§ 2. Sont punis d'une amende de cinquante à dix mille francs ceux qui, en qualité de réviseur, d'expert-comptable indépendant ou le cas échéant de commissaire ont attesté ou approuvé les documents annuels prévus au présent chapitre et à ses arrêtés d'exécution, lorsque les obligations découlant de ces articles n'ont pas été respectées, soit en sachant qu'elles ne l'avaient pas été, soit en n'ayant pas accompli les diligences normales pour s'assurer qu'elles avaient été respectées.

Ils sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement, s'ils ont agi avec une intention frauduleuse.

§ 3. Le livre 1<sup>er</sup> du code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable aux infractions prévues au présent article.

#### Art. 48

Les arrêtés visés au présent chapitre sont soumis à l'avis du Conseil Central de l'Economie et du Conseil National du Travail.

#### Art. 49

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*;

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. De Galan

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DECLERCK.

— per type overeenkomst, het aantal personen dat een opleiding gekregen heeft ten laste of op aanvraag van de onderneming.

Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning andere gegevens aanwijzen die in het kader van de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk moeten worden verstrekt.

#### Art. 46

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit :

— de inhoud en de voorstelling van de in onderhavig hoofdstuk bedoelde documenten; rekening houdend met de grootte van de ondernemingen;

— de controlemodaliteiten betreffende de uitvoering van onderhavig hoofdstuk;

— de maatregelen ten gunste van de tewerkstelling bedoeld in artikel 45, derde lid;

— de modaliteiten en voorwaarden van publicatie en toegang tot de documenten, evenals hun mededeling aan de ondernemingsraden, aan de vakbondsafvaardigingen en aan de werknemers;

— de opdrachten met betrekking tot het beheer van een gegevensbank die aan de Nationale Bank van België worden toevertrouwd voor wat de uitvoering van onderhavig hoofdstuk betreft.

#### Art. 47

§ 1. Met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank worden gestraft de bestuurders, zaakvoerders, directeurs of procuratiehouders van rechtspersonen, die wetens de bepalingen overtreden van onderhavig hoofdstuk of van de ter uitvoering hiervan genomen besluiten.

Zij worden gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen als zij met bedrieglijk opzet hebben gehandeld.

§ 2. Met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank worden gestraft zij die als revisor, zelfstandig accountant of, in voorkomend geval, als commissaris de in onderhavig hoofdstuk en zijn uitvoeringsbesluiten bepaalde jaardocumenten hebben geattesteerd of goedgekeurd, terwijl niet is voldaan aan de uit die artikelen voortvloeiende verplichtingen, en zij daarvan kennis hebben of niet hebben gedaan wat zij hadden moeten doen om zich te vergewissen of aan die bepalingen was voldaan.

Zij worden gestraft met een gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van die straffen alleen, als zij met bedrieglijk opzet hebben gehandeld.

§ 3. Het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, is van toepassing op de in onderhavig artikel omschreven misdrijven.

#### Art. 48

De in onderhavig hoofdstuk bedoelde besluiten worden aan het advies van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en van de Nationale Arbeidsraad voorgelegd.

#### Art. 49

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum van inwerkingtreding van onderhavig hoofdstuk.

Kondigen deze wet af bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr.M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. De Galan

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DECLERCK.